

L'avenir de la Syrie : une ère nouvelle de démocratie ou une montée en puissance du fondamentalisme sunnite

Par : Masri Feki © Diplomatist Magazine (Inde)
Volume 4, No. 7, Août 2012

Source : www.masrifeki.com

Confronté à une rébellion d'une ampleur inédite et soumis à de fortes pressions internationales, le régime syrien de Bachar el-Assad est à l'agonie. Mais comment en est-il arrivé là ? Lui reste-t-il encore des chances de survie ? Comment la communauté internationale devrait-elle agir pour éviter que sa chute ne provoque le chaos et la terreur au Proche-Orient ?

Un système politique verrouillé

La Syrie baasiste est le dernier fief du nationalisme arabe depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003. Son régime, issu du coup d'Etat de Hafez el-Assad en 1970, s'est bâti sur quatre piliers : l'armée, les services de sécurité, le parti Baas¹ et le clan alaouite² auquel appartient la famille Assad. Ces soutiens se sont largement interpénétrés au cours des années. C'est ainsi que les membres de la communauté alaouite contrôlent l'essentiel de l'armée et des services de sécurité : les Renseignements militaires, les Services de la sécurité spéciale, la Sécurité politique, la Sécurité intérieure et les Forces spéciales. De leur côté, les militaires sont fortement présents au sein du Baas, parti unique, avec environ un tiers des membres de son Congrès.

Pour donner un semblant de pluralisme, mais aussi pour contrecarrer la majorité sunnite sous-représentée dans les institutions de l'Etat, le pouvoir s'est beaucoup appuyé sur les minorités, notamment les chrétiens et les druzes. Comble des paradoxes, le régime qui a longtemps réprimé les mouvements islamistes au nom du sécularisme et de la défense de l'unité nationale, a été durant des décennies le principal allié des islamistes au Moyen-Orient : la République islamique d'Iran, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien, pour ne citer qu'eux. Depuis 1970, toute tentative d'opposition au régime des Assad a été réprimée dans le sang. Le dernier rapport annuel d'Amnesty international sur la situation des droits de l'homme dans le monde dénonce un usage méthodique de la torture dans les prisons syriennes³, en toute impunité. Il déplore les arrestations arbitraires d'opposants, en vertu de l'état d'urgence⁴, et la disparition régulière de détenus⁵.

Une mauvaise gestion des crises régionales

La politique étrangère a été la priorité de Hafez el-Assad, ce dernier étant devenu acteur incontournable de toutes les négociations de paix au Proche-Orient. Si l'antisionisme radical a été son fonds de commerce, il ne s'est pas accompagné pour autant d'un soutien aveugle à la cause palestinienne. Faisant passer le calcul avant la conviction, Assad père avait une

¹ Le parti Baas originel a été créé en 1947 à Damas dans le but d'unir les différents Etats arabes en une seule et grande nation. L'origine étymologique du mot Baas vient de l'arabe et signifie « résurrection ». Après de nombreux événements (dont la scission du parti en deux et l'exil de ses fondateurs), le Baas est arrivé au pouvoir en Syrie (1963-1966 puis de 1970 jusqu'à nos jours) et en Irak (1963, chassé la même année puis de 1968 à 2003).

² Les alaouites, appelés aussi noussayrites (péjoratif, de nos jours), forment une communauté religieuse issue du chiisme. En raison de leurs croyances assez éloignées de l'islam orthodoxe, ils sont considérés aussi bien par les chiites que par les sunnites comme des hérétiques. Ils ont longtemps été les mal-aimés de la Syrie, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hafez el-Assad en 1970. Cette communauté est implantée essentiellement en Syrie.

³ Amnesty international, Rapport 2011, La situation des droits humains dans le monde, p. 334.

⁴ L'état d'urgence est en vigueur en Syrie depuis 1963. Il confère aux autorités de vastes pouvoirs en matière d'arrestation et de détention.

⁵ Le gouvernement syrien n'a par exemple toujours pas éclairci le sort de 49 prisonniers portés disparus depuis les événements de 2008 dans la prison militaire de Saidnaya.

position versatile. Au moment des événements du Septembre Noir⁶, il avait refusé d'envoyer un appui aérien pour soutenir la tentative palestinienne de coup d'Etat en Jordanie. Quelques années plus tard, au Liban, il a soutenu les chrétiens maronites contre les *fedayin*⁷ palestiniens, alors que ces derniers étaient sur le point de les écraser militairement au mont Liban. Il n'empêche que cet antisionisme intransigeant a fait de la Syrie une puissance qui compte sur la scène régionale. Et c'est, entre autres, afin de faire le poids contre Israël que s'est opérée la vassalisation du Liban. Cela a permis du même coup à Hafez el-Assad de rivaliser à nouveau avec son vieil ennemi Saddam. Ainsi, le pouvoir de Damas a soutenu les ayatollahs de Téhéran lors de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988. Plus tard, anticipant la défaite irakienne, Hafez el-Assad a envoyé son armée dans la péninsule Arabique lors de la guerre de libération du Koweït en 1991.

A son décès en juin 2000, Hafez el-Assad laissait son héritier – son fils Bachar⁸, alors âgé de 34 ans – au charisme politique moindre face à des défis considérables : une crise économique, la mainmise de la vieille garde sur le pouvoir et les richesses du pays, l'instabilité irakienne et la non-résolution du conflit palestinien. Les militants pour les droits de l'homme en Syrie espéraient une certaine libéralisation du pays. Il n'en a rien été puisqu'en février 2011 les services de sécurité ont gelé les activités des quelques timides forums intellectuels, culturels et politiques existants, par l'arrestation de leurs animateurs. Sur le plan régional, cette rigidité du régime l'a fait glisser vers une phase de tensions avec son voisinage arabe et avec la communauté internationale. Damas avait trois défauts impardonnables pour l'administration Bush : un antisionisme radical, des ingérences incessantes dans les affaires du Liban et un soutien matériel aux terroristes en Irak.

C'est sans doute au Liban que le régime syrien a commis son erreur cruciale. En effet, la pression américaine s'est davantage accrue après l'attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri. L'enquête des Nations unies sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais a fait état « d'indices convergents » tendant vers une implication d'officiers des services de renseignements syriens et de leurs anciens alliés libanais. Le « suicide » de Ghazi Kanaan, l'ancien ministre de l'Intérieur et ancien chef des services de renseignements militaires syriens au Liban, en octobre 2005 de deux balles dans la tête, a accentué les soupçons de la culpabilité de Damas dans l'attentat. Kanaan était en effet attaqué de toute part et cité dans un rapport de la commission onusienne. Une autre source d'accusation est venue d'Abdel-Halim Khaddam, homme fort du Baas sous Hafez el-Assad et ancien vice-président, qui a dénoncé dans une série d'entretiens accordés à la chaîne de télévision satellitaire émiratie Al-Arabiya « le manque de liberté, la corruption et l'absence de volonté de réforme chez la direction syrienne », depuis son exil parisien. L'homme a également dénoncé des pressions fortes de Bachar el-Assad sur Rafic Hariri peu de temps avant l'assassinat de ce dernier. En vertu de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies, les Syriens ont été contraints de retirer leurs troupes du pays du Cèdre en avril 2005. Un premier rapport de la Commission d'enquête de l'ONU menée par l'allemand Detlev Mehlis a conclu à « une implication très probable de dirigeants syriens et libanais » (pro-syriens) dans cet assassinat alors même que Damas refusait de coopérer avec la Commission. Cette crise au Liban a fortement affaibli la Syrie en la privant de son allié historique dans la région (le Liban) et en la décrédibilisant fortement aux yeux de la Ligue arabe et de la communauté internationale.

Cette instabilité régionale provoquée par Damas a poussé certains dirigeants de la région à étudier l'idée d'un renversement du régime. Cette option avait par ailleurs été préconisée par certains néoconservateurs américains dans l'euphorie des premiers mois ayant suivi la chute de Bagdad, en avril 2003⁹. Elle a été rapidement abandonnée du fait des difficultés

⁶ Cette appellation désigne le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens par l'armée jordanienne en septembre 1970 à la suite d'une tentative de coup d'Etat de Yasser Arafat contre le roi Hussein de Jordanie.

⁷ Groupe de commandos palestiniens.

⁸ Le 26 juin 2000, le Parlement a proposé à l'unanimité la candidature de Bachar el-Assad (il était le seul candidat) et celle-ci a été ratifiée au suffrage universel, le 10 juillet 2000, par 97,29% des électeurs.

⁹ C'est notamment le cas du principal conseiller du Secrétariat d'Etat américain à la Défense, Richard Perle, qui a affirmé au sujet de la Syrie : « Nous devons trouver un moyen de renverser le régime. » (Associated Press, 14 octobre 2003).

rencontrées en Irak, et aussi du risque majeur de voir arriver au pouvoir un régime islamique fondamentaliste encore plus dangereux pour les intérêts occidentaux. Une solution de même nature, mais moins radicale et moins risquée, a consisté à soutenir des mouvements internes prônant des réformes institutionnelles et politiques. Mais il n'en a rien été. Puis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en France en 2007 et l'invitation d'Assad au défilé du 14 juillet 2008 a permis au pouvoir syrien de sortir de son isolement. Il aura fallu attendre les révolutions de Tunisie et d'Égypte pour que le peuple syrien se soulève à son tour contre la dictature, dans le sillage du printemps arabe.

Une transition politique menacée par le communautarisme

Le 15 mars 2011, la Syrie avait intégré le mouvement de contestation régional, au prix d'une grave crise humanitaire. De tous les régimes affectés par le printemps arabe, celui de Damas a été le plus tenace et le plus résistant, mais aussi le plus meurtrier puisqu'il a fait plus de 20 000 morts en 17 mois, notamment dans les villes sunnites du centre du pays. Bachar el-Assad a ordonné à l'armée d'écraser le soulèvement populaire par tous les moyens coercitifs imaginables. Même si de nombreux militaires ont fait sécession et se sont rangés du côté des manifestants, l'essentiel de l'armée et des services de sécurité lui sera resté fidèle jusqu'au bout, ou presque. Certains proches d'Assad ont fait défection, mais ils restent une minorité. Comment expliquer que contrairement à tous les autres dictateurs arabes, Assad ait réussi à bénéficier d'autant de loyauté de la part de ses collaborateurs ? La réponse à cette question se résume en un seul mot : le communautarisme.

En effet, la réalité en Syrie est la concentration du pouvoir, en particulier militaire et sécuritaire, autour de la communauté alaouite, même si celle-ci ne constitue que 10 à 12% de la population totale, tandis que les musulmans sunnites en représentent plus de 70%¹⁰, au côté des autres groupes minoritaires, notamment les chrétiens et les druzes. Les alaouites, dans leur grande majorité, sont aujourd'hui convaincus que s'ils perdent le pouvoir, ils seront victimes de violentes représailles et qu'ils subiront, en tant que communauté, la vengeance de la majorité sunnite après des décennies de despotisme et d'exactions. Le discours haineux et raciste de certains dignitaires religieux sunnites de Syrie, très médiatisé grâce à la démocratisation des moyens d'information et de communication, met de l'huile sur le feu. La chaîne satellitaire syrienne dissidente Al-Safa, par exemple, invite régulièrement des cheikhs excités criant vengeance et diffuse à longueur de journées des émissions et des chants anti-alaouites et anti-chiites. Cette présence assez forte du fondamentalisme sunnite dans les rangs de la rébellion anglo-saxonne égaie également d'autres minorités dans le pays, comme l'exprime périodiquement la hiérarchie catholique de Syrie ainsi que de nombreuses personnalités du paysage culturel et artistique syro-libanais. La présence vraisemblable des Frères musulmans dans les futurs gouvernements ne rassure pas, même si la confrérie promet depuis longtemps, dans ses manifestes, l'égalité entre toutes les communautés.

Cependant, ces minorités religieuses, même unies, ne feront pas le poids contre la majorité sunnite, soutenue par le monde arabe et la communauté internationale. En dépit de la propagande des médias syriens officiels, l'armée du régime ne contrôle plus plusieurs gouvernorats. La longue frontière syro-irakienne est aux mains des insurgés ainsi que plusieurs villes du pays. Même s'il est vrai que les zones contrôlées par l'Armée libre de Syrie sont des îlots déconnectés et dépourvus de grande valeur stratégique, elles ne font que s'étendre depuis plusieurs semaines. Les pays de la région sont globalement solidaires avec les rebelles, à l'exception du Hezbollah libanais qu'arme et finance Bachar el-Assad et du gouvernement irakien qui craint la montée en puissance d'un radicalisme sunnite à ses portes. L'attitude belliqueuse du régime syrien, son lourd héritage et les tensions qu'il a provoquées avec les pays arabes voisins et avec la Turquie ne lui laisse pas beaucoup de marge de manœuvre. Son appui logistique au Hezbollah et les armes qu'il lui a transféré dernièrement ne laissera pas Israël indifférent. Même ses alliances internationales commencent à s'épuiser. Où sont ses amis Sud Américains ? Où est la gauche tiers-mondiste ? Même les ayatollahs de Téhéran se font discrets dans leur soutien à Damas, tant

¹⁰ Ces chiffres, difficiles à vérifier en l'absence de recensement basé sur la religion, sont approximatifs.

l'opinion publique iranienne semble désapprouver de plus en plus les méthodes du raïs moustachu. Les Russes sont dans l'affirmation de leur puissance renaissante, mais jusqu'à quand pourront-ils continuer à cautionner un régime aussi isolé et vacillant ? La récente ouverture d'un canal de communication entre Moscou et le Conseil national syrien démontre que la position russe n'est pas figée et qu'un compromis peut être trouvé avec le couple du Kremlin.

* * *

Les données objectives indiquent que les jours de Bachar el-Assad à la tête de la Syrie sont comptés. Incapable de retenir la leçon irakienne, ce dernier s'acharne jusqu'au bout, sacrifiant en vain la vie de milliers d'innocents, et peut-être même celle de sa propre famille. Tout l'enjeu aujourd'hui est d'épargner au peuple syrien une guerre interconfessionnelle semblable à celle qu'a connue l'Irak au lendemain de la chute de son ancien régime et d'ouvrir la voie à une transition politique ordonnée. Premièrement, il serait souhaitable que les pays limitrophes de la Syrie se réunissent et s'engagent conjointement à respecter la souveraineté de la Syrie et à assurer la protection de leurs frontières avec elle après la chute d'Assad, afin de prévenir les infiltrations de terroristes et éviter que l'Est du pays ne se transforme en un fief d'Al-Qaïda. Deuxièmement, les pays de la région, et principalement l'Égypte et l'Arabie saoudite devraient interdire sur leur sol les chaînes de télévision incitant à la haine anti-chiïte et à la terreur¹¹ et prendre des mesures plus rigoureuses à l'encontre des groupes sunnites radicaux. Troisièmement, des garanties devraient être accordées aux minorités religieuses en Syrie, par le Conseil national syrien, mais aussi aux cadres du régime d'Assad n'ayant pas du sang sur les mains. Les prochains mois nous diront si la révolution syrienne est annonciatrice d'une ère nouvelle de démocratie ou, au contraire, d'une montée en puissance du fondamentalisme sunnite.

¹¹ Nous pouvons citer les chaînes égyptiennes salafistes Al-Nass, Al-Rahma et Al-Hekma qui émettent quotidiennement des appels à la haine anti-chiïte et incitent au terrorisme en toute impunité. Des extraits peuvent être consultés sur le site Internet du Middle East Media Research Institute - MEMRI (www.memritv.org).